



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Du-salaire-a-vie-au-revenu-social>

Éditorial

Du salaire à vie au revenu social

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2016 - N° 1175 - mai 2016 -

Date de mise en ligne : samedi 30 juillet 2016

Date de parution : mai 2016

Description :

Marie-Louise Duboin, n'attendant rien des "décideurs politiques", s'adresse aux citoyens DEBOUT pour leur montrer que revendiquer un revenu centré sur l'emploi, tel que le salaire à vie qui convenait à l'ère industrielle, est dépassé.

Et comme toute REdistribution s'oppose aux principes du capitalisme, mieux vaut exiger clairement une refonte de l'économie. Un revenu social permettrait de changer les objectifs de l'éducation et aussi d'échapper à la société que la libre entreprise prépare en exploitant les nouvelles technologies à des fins qui sont bien loin d'être humanistes...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Pages 9 et 10 un tract à découper : **La Grande Relève soutient qu'il faut**

constater, s'adapter et s'organiser.

Ce n'est pas une révolution que nous sommes en train de vivre depuis des décennies, c'est, plus précisément, une fin de civilisation... mais qui résiste avec une violence aveugle, devenue mondiale : la guerre de tous contre tous n'épargne plus grand-monde.

Parce qu'il y a lieu de craindre que ce conflit aboutisse à l'extinction de la race humaine, aussi inexorable que fut celle des dinosaures, faut-il renoncer à tout espoir que l'humanité s'en sorte, qu'elle sache mettre à profit son intelligence pour s'ouvrir à une civilisation moins violente, moins inégale, et vivre en paix dans une nature généreuse qui lui offre encore tant de possibilités... ? Car l'actualité, telle qu'elle est présentée par les grands médias dits d'information, apporte chaque jour de nouvelles raisons de désespérer de nos "responsables" politiques.

Après les avoir élus sur de belles "promesses de campagne", les citoyens ont le sentiment que leurs "décideurs", aux plus hauts niveaux, ont un bandeau sur les yeux, qui les rend aveugles aux réalités et inconscients des conséquences de leurs décisions pour les populations dont ils ont sollicité le mandat. Le nombre des abstentionnistes aux diverses élections augmente donc, si bien qu'un élu peut n'avoir été désigné que par à peine un ou deux électeurs sur dix inscrits, c'est leur façon de manifester leur refus de choisir des représentants qui, puisqu'ils ne défendent pas leurs intérêts, ne les représentent pas.

La démocratie politique n'est plus qu'un leurre, Pourquoi ?

Alors pourquoi la démocratie politique est-elle ainsi devenue un leurre ? Tout simplement parce que "faire de la politique" est devenu une profession. Une profession lucrative, très honorifique, et conférant tant d'avantages de toutes sortes que le seul objectif poursuivi par ces "professionnels de la politique" est devenu... leur propre carrière.

Et cette ambition ne passe pas que par de beaux discours, soigneusement préparés par d'autres professionnels. Elle les pousse à des alliances provisoires, à des compromis et à des retournements sans scrupule, voire à des malhonnêtetés, au point que beaucoup semblent certains de leur impunité, comme s'ils estimaient que leur fonction les place au-dessus de la loi... qu'ils sont chargés de faire respecter pour qu'elle soit la même pour tous !

Le pouvoir de l'argent est plus fort que leur vocation

Il ne faut donc pas s'étonner en apprenant que tels ou tels "responsables" se révèlent corrompus ! Il n'y a pas qu'au Brésil ou aux États-Unis que la pression exercée par les serviteurs de l'argent est bien plus efficace que la vocation à défendre les plus pauvres (lesquels, trop souvent, passent dans le camp opposé dès que leur condition matérielle s'est un peu améliorée, mais c'est une autre histoire...) !

En Europe, l'exemple le plus frappant de ce à quoi mène le pouvoir de l'argent est le sort infligé à la Grèce par ses créanciers : ils continuent de la harceler de façon révoltante, rien, ni personne, pas même une consultation démocratique ne les arrête, ils ne cesseront pas de la piller tant qu'il y restera quelque richesse dont ils puissent encore prendre possession.

Nous n'en sommes pas à ce stade en France, mais la détérioration des services publics (santé, éducation, transports, recherche, courrier, etc.) n'a pas de cesse, inutile d'y revenir encore, tant c'est évident. Depuis des

décennies, nous avons eu maintes occasions de signaler dans ces colonnes les néfastes conséquences soit des traités signés au niveau européen contre la volonté exprimée par la population ou sans son accord, soit de décisions prises à Bruxelles avec l'approbation de nos "représentants".

La politique menée depuis quatre ans par un gouvernement qui (et c'est le comble !) se dit "de gauche" continue dans le même sens. Ce n'est pas son récent retournement apparent vis-à-vis du TAFTA qui peut faire illusion, les négociations se poursuivent toujours dans le même secret inadmissible.

Récemment, un espoir a pu naître quand, à l'issue d'une longue et sérieuse enquête au niveau mondial, la fraude des "Panama papers" a été dévoilée au public. Il fallait d'urgence une loi efficace.

On s'attendait donc à ce que les gouvernements réagissent vite et bien contre une frauduleuse organisation qui prive leurs budgets de tant de milliards !

Ils allaient enfin prendre des mesures efficaces contre cette opacité de la gestion des multinationales qui les aide si bien à frauder le fisc... !

Hélas on a appris que ce sont des lanceurs d'alerte, des journalistes qui ont révélé ces fraudes qui sont poursuivis en justice !

Après le soutien aux banques imprudentes, après les aides financières aux grosses entreprises, toujours avec l'argent des contribuables, les niches fiscales restent bien protégées. Et de nouvelles offensives contre les populations qui en font les frais se poursuivent. Maintenant c'est le tour du code du travail d'être remis en question.

Trop, c'est trop

Nos "responsables" ont entrepris de réformer la loi qui protégeait les travailleurs, de façon à faciliter les licenciements. Ils osent même affirmer que cela va permettre de créer des emplois. Mais à qui prétendent-ils faire croire que des patrons vont créer des emplois dont ils n'ont pas besoin ?

Après le "Pacte de responsabilité"(!), après des milliards d'exonérations fiscales, après la loi Macron, l'ANI (...voir GR 1142, 1162 etc.), cette politique de l'offre a montré ses effets et quels sont les intérêts qu'elle soutient aux dépens d'une large majorité de la population.

Il y a même des députés qui l'ont compris et qui osent le dire. Mais s'ils refusent cette loi "Travaille !", le gouvernement semble prêt (aujourd'hui 9 mai quand j'écris) à la faire passer de force par le "49-3", comme il l'a déjà fait pour la loi Macron ! On se demande même si, ensuite, le PS ne va pas exercer un véritable chantage sur les élus qui ne peuvent pas approuver cette politique, pour qu'ils se taisent, afin de prouver « la cohésion du parti au pouvoir » ? Et si ces derniers accepteront pour garder le soutien du parti à leur carrière ?

Tous debout ?

Apparemment, une limite de ce qui est tolérable en matière de démocratie politique semble avoir été dépassée, car

cette proposition de loi a déclenché une vaste manifestation de ras-le-bol.

La contestation citoyenne a entrepris, puisqu'elle n'a pas d'autre moyen de se faire entendre, de s'exprimer par des réunions publiques et pacifiques, sous l'appellation Nuit debout, place de la République à Paris.

Elle est tellement motivée qu'elle s'est vite étendue dans les grandes villes.

Et il y a plus. Elle va maintenant plus loin que la critique de cette forme "moderne" (!) de la politique, de ce refus qu'une "élite" décide contre la volonté populaire. Elle se transforme en expérience de démocratie réelle ! Jusqu'à oser élaborer une alternative ! Et comme les questions qu'elle soulève dépassent les frontières, puisque la même politique sévit partout, le mouvement s'étend au-delà...

L'espoir pourrait-il naître ?

La réaction

La réaction du gouvernement contre Nuit debout est significative : il fait tout ce qu'il peut pour freiner cet élan, en s'aidant de la peur provoquée par les attentats et la déclaration d'état d'urgence déclarée à leur suite. Les témoignages abondent sur les méthodes employées pour intimider et décourager ceux qui osent aussi intelligemment manifester leur volonté de ne plus être méprisés. L'un de ces témoignages, rendu public par L'Humanité sur Internet (<http://www.humanite.fr/tout-est-mis-en-pla-ce---pour-que-ca-degenere-606373>), est celui d'un Gardien de la paix au renseignement territorial, le secrétaire général de la CGT police, qui « raconte les coulisses de la violence ». Il est évidemment impossible d'aller vérifier, mais avec de telles références on ne peut pas douter de ce qu'il décrit en dénonçant « une volonté délibérée de dégoûter les manifestants ».

Alors, quand les grands médias d'information insistent sur la présence de casseurs qui font d'énormes dégâts autour des manifestants, on ne peut que se demander qui sont et d'où viennent ces casseurs et comment ont-ils pu arriver avec leurs cagoules, leurs sacs à dos, leurs bâtons ou leurs pierres, sur les lieux si bien cernés, et très tôt, par la police, et avec des hélicoptères qui surveillent d'en haut... ?

Le réveil citoyen pour franchir le cap

L'avenir n'est pas écrit, pas même dans le marc de café. La loi passera-t-elle ? Si oui, par la force ou par la menace ? La résistance citoyenne tiendra-t-elle ? Ira-t-elle jusqu'à mettre au point une organisation démocratique de l'économie et de sa politique ?

Mais repenser la société pour franchir le cap du changement de civilisation qui est en cours, demande d'abord beaucoup, beaucoup de réflexions et d'observations pour prendre conscience des réalités et des possibilités, et puis pour oser imaginer.

Même si notre mouvement pour la démocratie économique a, sans doute, un peu plus d'ancienneté que la plupart des autres, nous ne sommes heureusement pas les seuls à se lancer dans de tels efforts.

Les réflexions qui émergent des mobilisations citoyennes qui se multiplient depuis quelques années, sont l'occasion, à ne pas manquer, d'enrichir les nôtres, d'une façon ou d'une autre.



Le revenu garanti

L'une des propositions qui domine aujourd'hui est celle du revenu garanti, à laquelle nous avons consacré de très nombreux articles, au fil des années. Après avoir clairement expliqué pourquoi, nous écartons l'idée d'un revenu dont le montant ne permettrait pas d'échapper à l'emploi dans les conditions imposées par le patronat.

La question essentielle devient alors : Comment financer un revenu suffisant ?

Par REdistribution ?

L'idée la plus répandue est celle de REdistribution (à la différence de notre proposition de distribution directe). Et les Espagnols de la Renta Basica ont bien montré, chiffres à l'appui, que c'était tout à fait possible en n'augmentant que l'impôt sur les plus hauts revenus, sans supprimer les acquis de la sécurité sociale.

En France, l'idée qui rencontre le plus de succès est une autre REdistribution, cette fois par augmentation des cotisations sociales. Elle a été lancée par Bernard Friot sous le terme de salaire à vie, il l'a exposée dans son livre L'enjeu des retraites et nous l'avons présentée dans GR 1111, de juillet 2010, sous le titre Autre approche, même objectif.

Mais un abonné, Jean Bourgeois, de Jemelle en Belgique, y revient pour en faire l'éloge auprès de nos lecteurs en ces termes, que je retranscris ici :

Le salaire à vie, vu de Jemelle

« Une sortie pacifique, sans révolution sanglante est possible politiquement. Le financement de la sécurité sociale depuis 1945 en est une parfaite illustration.

Un système non seulement à défendre mais à étendre par la création d'une caisse économique pour financer tous les salaires et investissements directement via le PIB comme c'est déjà le cas aujourd'hui pour financer la caisse couvrant toute la sécurité sociale (retraite, chômage, santé). PIB alimenté par un système de cotisations prélevées sur les plus-values d'entreprises et par création monétaire si nécessaire.

La création monétaire par le pouvoir politique, seul garant de l'intérêt général s'impose.

Augmentation des salaires en passant par un salaire vital universel inconditionnel lié à une qualification personnelle au seul titre d'être humain avec droit de l'homme prioritaire qu'est celui de pouvoir exister, vivre dans la dignité, droit économique inclu dès l'âge de 18 ans, (majorité politique donc aussi économique). Salaire inconditionnel vital de base pouvant s'accroître en fonction de qualifications professionnelles éventuelles dans une fourchette à évaluer politiquement et à respecter strictement à partir d'une échelle allant de 1 à 6 ; de 1.500 euros mensuel avec un maximum de 6.000 euros à titre indicatif par exemple.

Augmentation annuelle des caisses sociales liées au PIB, unique source d'argent nécessaire à évaluer selon les populations à prendre en charge et à distribuer à partir de caisses mutualisées. Financement exclusivement à partir du PIB donc sans intérêts ni remboursement.

Augmentation annuelle du taux de cotisation et des salaires hors "salaire à vie" pour alimenter les diverses caisses sociales déjà en place aujourd'hui et encore à créer avec diminution progressive du taux des dividendes jusqu'à extinction... pour sortir, insensiblement, petit à petit, de la propriété lucrative sacralisée, parasite économique au profit d'une seule propriété d'usage personnelle à vie pour tous.

Ce système déjà là en partie bien que dangereusement mis à mal par le néolibéralisme à l'offensive n'est ni la mort des entreprises, ni de la véritable propriété qu'est la propriété d'usage. Un bien acquis l'est pour la vie.

Plus d'impôts, taxes, redevances, plus de chômage, de retraite à financer par emprunt avec intérêts à rembourser par les générations à venir. (Solidarité intergénérationnelle) ou par cotisation individuelle hors solidarité, mutualisation qu'est la cotisation individuelle par point à la suédoise envisagée par les réformateurs proclamés abusivement "libéraux", soi-disant défenseurs des libertés ! Plus de "pouvoir d'achat" à revendiquer. Plus de "force de travail à vendre" sur un marché du travail incertain, fabrique de chômage. Plus de nécessité de "revenu universel" forfaitaire financé sous le dictat des capitaux accumulés sur les marchés financiers internationaux. Société libérée apaisée sans tentation de recherche de profits financiers immédiats et maximaux et leurs dérivées sociales de plus en plus violentes que nous connaissons et connaissons de plus en plus.

Salaire vital inconditionnel à vie ainsi conçu, chemin réaliste et crédible, déjà là pour partie, qui peut nous conduire pacifiquement à la réalisation plénière d'une économie distributive humaniste au bénéfice de tous ».

Mise à part la référence au PIB, on a compris que le salaire à vie est un revenu assuré aux plus de 18 ans, qu'ils aient ou non un emploi, versé par l'État, qui le finance à partir d'une caisse alimentée par les cotisations sociales, et, si besoin, d'une rallonge par création monétaire. Le choix des mots souligne la double relation entre le salaire à vie

et l'emploi : ces cotisations sociales sont proportionnelles aux salaires et le montant du salaire à vie est lié à la qualification professionnelle de celui qui le reçoit.

Une objection de fond

Notre objection essentielle porte sur cette double relation parce qu'elle entretient le culte de l'emploi, qui date du temps où l'école formait à un métier, qu'on exerçait ensuite pendant toute la vie dite "active", au cours de laquelle l'expérience accumulée faisait progresser en qualification professionnelle, donc en salaire, donc en niveau de vie, jusqu'à la retraite, dont le montant dépendait du niveau dernier emploi. Cette vision politique était adaptée à l'ère industrielle. Mais il faut prendre conscience qu'au cours des dernières décennies, les conditions de travail ont complètement changé. Un exemple parmi tant d'autres : pour ma thèse, j'ai fait de gros calculs, sur un des plus puissants ordinateurs qui existaient alors, que je programmais en Fortran sur des centaines de fiches perforées. Aujourd'hui, c'est impensable ! Un enfant de dix ans est plus "qualifié" que moi pour jouer sur son smartphone ! Et qu'est-ce que ce sera demain à l'ère du tout numérique ! Donc ne raisonnons pas comme "dans le temps" !

Ce temps-là ne reviendra pas, ne soyons pas nostalgiques, c'est l'avenir qu'il faut bâtir !

La qualification a cessé d'être un critère durable, elle ne doit plus être la référence pour mesurer le droit d'avoir de quoi vivre.

D'autant que l'activité d'un être humain ne se limite plus désormais à son emploi. Avec les techniques qui existent déjà, l'important n'est plus le savoir-faire acquis dans un domaine, il sera vite dépassé, c'est d'avoir assez de connaissances diversifiées, de souplesse et d'ouverture d'esprit pour être capable de changer d'activités, de s'adapter très vite à des nouvelles techniques.

Au lieu de payer l'acquit qu'un être humain garde de son passé, il faut qu'il reçoive les moyens d'avoir un avenir, le meilleur possible. Au lieu de parler de salaire à vie, employer le terme de revenu social, c'est évoquer ce que la société peut et doit fournir à chacun de ses membres pour qu'il ait les moyens de développer sa personnalité, en ayant de multiples activités, et c'est reconnaître celles de ces diverses activités qui ne relèvent pas d'une qualification tarifée par le marché de l'emploi.

L'essentiel à défendre

L'emploi du terme salaire à vie a un effet rassurant qui séduit : il ne fait pas peur parce qu'il n'évoque pas un bouleversement aussi inimaginable que la sortie du capitalisme, il fait croire qu'il ne s'agit que d'une amélioration, que du simple prolongement de mesures qui existent déjà, les cotisations sociales. Puisque cette politique a été possible dans l'après-guerre, il suffirait d'y revenir.

Mais c'est une illusion ! Car toute REdistribution va à l'encontre de l'accumulation, qui est le fondement du système. Donc l'augmentation des cotisations sociales est aussi difficile à obtenir des capitalistes régnants que l'augmentation de l'impôt sur les plus hauts revenus. Alors, autant dire tout de suite où on veut en venir : arrêter la fuite en avant des inégalités, maintenir les protections que la société doit naturellement tous ses membres et qu'elle a aujourd'hui les moyens d'assurer, y compris à tous ceux dont le travail ne peut plus trouver acheteur.

C'est dire que salaire à vie ou revenu social ont en commun un objectif essentiel, au présent : avoir l'assurance, si on perd son emploi, de ne pas tout perdre avec, et de ne pas être contraint d'accepter n'importe quel autre et dans des conditions dégradantes.

Cet accord étant clairement souligné, je me propose d'approfondir et d'aborder les divergences.

Quand commence la "vraie" vie ?

Le salaire à vie n'est pas garanti dès le début de la vie, mais à partir de ce qui est considéré comme le début de la "vraie vie", parce qu'on devient "employable". Ce qui confirme que le salaire à vie réduit l'être humain à l'emploi qu'il est capable d'occuper. Certes, si c'est pour éviter une démographie galopante, il peut être décidé que c'est aux parents de faire les frais d'entretien de leurs enfants...

...Mais à condition d'assurer que cette mesure n'empêche aucun enfant de pousser ses études aussi loin qu'il en est capable...

Cette question de l'éducation étant loin d'être un détail, parce qu'elle conditionne toute la vie sociale, il faut approfondir nos réserves à propos du salaire à vie.

Le but de l'éducation

Avec le revenu social d'une économie distributive nous défendons une organisation économique qui, parce qu'elle débarrasse la vie des adultes de l'obsession de "gagner" le plus possible, par un salaire ou par un profit, déplace la motivation de leurs activités.

Ce qui transforme donc aussi profondément l'orientation de l'éducation des enfants.

Aujourd'hui, l'école prépare les enfants aux emplois tels qu'on les prévoit, plus ou moins bien. Et les meilleurs élèves sont dirigés, si possible, vers les écoles les mieux équipées, celles qui mènent aux emplois "qui paient" le mieux.

Dans une économie libérée de ce souci de rentabilité, celui des éducateurs n'est plus d'armer les enfants pour qu'ils arrivent à "faire leur place". Au lieu de leur mettre dans la tête qu'il faut "être compétitif", ils peuvent leur montrer que chacun doit beaucoup aux autres et que la solidarité est bien plus efficace que la lutte permanente de tous contre tous !

L'enseignement peut alors s'attacher à développer non seulement les connaissances des enfants, mais aussi leur jugement et leur esprit critique, à penser librement.

On va leur apprendre ... à apprendre !

Le but de l'enseignement devient celui d'aider chaque enfant à trouver sa voie, celle des activités qui conviennent le mieux à ses propres aspirations et à ses dispositions naturelles, en lui montrant toutes les possibilités ; jusqu'à l'amener à s'engager dans un premier "contrat civique", qu'il ait, ou pas, ou plus, 18 ans. La durée de cette scolarité

ne doit dépendre que de l'enfant, pas du nombre d'années pendant lesquelles ses parents sont prêts à payer son entretien. Et avec l'assurance d'un revenu social, il pourra changer de voie sans perte de revenu s'il souhaite "redémarrer" en s'engageant dans un domaine d'activité tout nouveau pour lui.

On voit qu'à l'idée d'un revenu social est associée celle d'un véritable projet de société.

Et ce n'est pas tout !

Si nous osons dire clairement qu'il s'agit de sortir de l'idéologie capitaliste, ce n'est pas seulement parce que nous avons compris que le salaire ne peut plus assurer à tous les moyens de vivre. C'est aussi parce que ce système économique entretient un autre culte que celui de l'emploi.

Quand on entrevoit ce que les nouvelles technologies vont permettre de faire, on comprend à quel point le maintien idéologique du culte de la liberté d'entreprise est devenu suicidaire pour l'humanité.

Il est donc au moins aussi urgent de le remettre en question que celui du salaire !

La liberté d'entreprendre

Parmi les louanges du capitalisme les plus souvent entendus, figure en bonne place le fait qu'il respecte la liberté d'entreprendre. Le mot liberté fait bon effet, ne pas respecter une liberté, c'est être autoritaire, bien sûr.

Mais cette apparence est encore un leurre.

Qui a aujourd'hui la liberté d'entreprendre ? La vérité est qu'il s'agit d'une liberté sous condition : avoir les moyens de créer son entreprise. Sinon vous, vous êtes obligé d'emprunter, ce qui vous soumet à des contraintes qui limitent sérieusement cette pseudo-liberté.

Les agriculteurs en savent quelque chose !

Dans une économie distributive, si vous avez besoin d'un financement, vous n'avez pas non plus la totale liberté d'entreprendre. Mais pour l'obtenir, il vous faut dire publiquement et clairement ce que vous voulez faire. Si c'est pour fabriquer des poisons ou mettre en danger les populations, celles-ci peuvent se défendre en ne vous attribuant pas ce financement. Mais si votre idée géniale est appréciée et jugée pas trop dangereuse, elle est financée sans que vous n'ayez ensuite rien à rembourser, ni d'intérêt à servir, juste à faire ce que vous vous êtes engagé à faire.

Alors qu'aujourd'hui, parce que c'est eux qui disposent des fortunes nécessaires, ce sont les investisseurs qui décident.

Et comme leur unique mission est de faire grossir ces fortunes, ils ne financent que ce qui leur paraît le plus rentable, sans aucune autre considération.

Dans ces conditions, savez-vous ce qu'ils préparent pour demain ? Non. Et vous leur faites confiance ? Sans vous douter à quel point il est devenu dangereux qu'aucun débat démocratique ne puisse intervenir au niveau des choix qui s'offrent pour l'ère du numérique, des nanotechnologies, de l'intelligence artificielle, de la maîtrise du cerveau...

Heureusement que nous ne sommes pas tout à fait seuls à nous en inquiéter.

Gerty Krzywkowski a signalé deux points de vue récemment exprimés sur ces questions :

Pour qui, pour quoi les nouvelles technologies ?

À son émission Terre à Terre du 7 mai, Ruth Stégassi a invité un couple parlant au nom de l'association Pièces et Main d'oeuvre. Ces deux personnes habitaient Grenoble, où elles ont observé, il y a 15 ans, une transformation de cette ville qui les a alertés. Cherchant à comprendre ce qui se passait elles ont entrepris de mener leur enquête, tout simplement en stockant les "brèves" du Dauphiné Libéré, en suivant les conférences de "vulgarisation" « qui fabriquent l'opinion » et commentent : « Ce n'était pas difficile à comprendre, on n'est pas des espions, 99% des informations sont dans le domaine public » mais il faut aller les chercher pour « soulever le voile de l'indifférence. Pour nous, c'est ça la politique : on a pris au mot "agir local, penser global" ». En 2009, elles disposaient d'un gros dossier sur les entreprises du technopole de la région consacrées aux nanotechnologies, et leur financement. L'une d'elles a reçu plus de 3 milliards d'euros, dont 500 millions publics. « On a découvert que les slogans "moderne" et "innovant" désignent des plans qui ne tombent pas du ciel, ils sont planifiés et bien financés. On a découvert le capitalisme technologique : c'est la guerre entre ceux qui ont le pouvoir et les sans-pouvoir ». Voici, pris au vol, quelques autres de leurs commentaires : « ces techniques ont déjà modifié nos cerveaux. L'automatisation a pulvérisé la capacité de négociation des travailleurs. Il y a un consensus droite-gauche sur la Croissance et dans cet esprit, un revenu garanti serait confier les bouches inutiles des esclaves à la charité de l'élite techno-capitaliste. C'est ça, le projet transhumaniste : faire deux groupes dans l'humanité, l'élite et une sous-espèce, celle des "chimpanzés du futur". La transhumanité s'installe grâce à la fusion de la science et du capital. Les nouvelles technologies vont vers la fabrication très concrète d'hybrides, vers un marché qui sort de la santé. Contrairement à la confusion qui est entretenue entre progrès technique et progrès social, qui par ces financements privés et massifs, s'opposent. Le progrès technique permet aux dominants d'être encore plus puissants. C'est une régression... Comment sortir de ce piège ?- Prendre conscience. Sortir de la torpeur. La première des autonomies est celle de la pensée. Mettre les idées en circulation. Mais hélas, les imaginaires sont saturés ! »

Comment ne pas devenir fou ?

Leur conclusion : « L'école de la troisième république donnait au moins le moyen de parler ! » rejoint le point de vue du philosophe Bernard Stiegler, exposé dans un entretien publié par Télérama, fin avril.

<dl class='spip_document_1488 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'>

BERNARD STIEGLER

**DANS LA
DISRUPTION**
COMMENT NE PAS DEVENIR FOU ?

III
LES LIBRES QUI LIBÈRENT

Ce qu'il nomme la "disruption" c'est ce qui s'est passé quand le web, le réseau Internet a été mis à profit. Il est devenu une industrie, essentiellement américaine. Cette mise en réseau mondial des individus a bouleversé la face du monde parce qu'elle a cassé tous les systèmes sociaux, la famille, l'éducation, le droit, le savoir, le langage, etc. Cette disruption a produit des vides juridique, politique, économique. Il s'agit d'une stratégie enseignée à Harvard et théorisée par des publicitaires. La base des activités de la Silicon Valley est un marketing stratégique : « Avec des plate-formes comme Uber, le but est de prendre de vitesse les puissances publiques pour leur imposer des modèles qui disruptent, qui détruisent les régulations élaborées par la politique. Il est urgent de changer de système ». Xavier de Jarcy qui a réalisé l'entretien, commente : « Pour lui, le système économique actuel détruit la transmission des savoirs et nous conduit vers une nouvelle barbarie. » Avec le numérique, les connaissances humaines ont été captées par quelques entreprises de taille mondiale alors que le savoir doit être partagé entre tous. Parce que « nous ne sommes pas des animaux... Nous évaluons notre vie à partir de l'effet que nous produisons sur les autres... Nous ne sommes, à la naissance, qu'une promesse et nous avons besoin de tenir nos promesses en existant devant les autres... parce que c'est la reconnaissance des autres qui nous donne le sentiment d'exister... Le capitalisme... a conduit à la destruction de tous ces circuits de transmission. Et à leur prise de contrôle, hier par les médias de masse, aujourd'hui par les réseaux sociaux, demain par l'intelligence artificielle ». Alors que les êtres vivants combattent l'uniformité, le web l'augmente : en diminuant la diversité sémantique et la compétence orthographique, en standardisant les langages. C'est affaiblir l'intelligence humaine...

Et il conclut : pour développer les capacités, il faut repenser l'économie dans son ensemble, augmenter le bien-être collectif par d'autres voies que la consommation.

Tract Revenu Social - Pour une économie distributive

Post-scriptum :

Pour que les citoyens "DEBOUT" puissent réfléchir au sens des propositions qui sont la raison d'être de La Grande Relève, nous avons tenté de les résumer dans les deux pages suivantes, formant une feuille recto verso qu'il est possible de découper et diffuser dans l'espoir de nourrir des débats constructifs.